



**STMICROELECTRONICS :
INDUSTRIE NUMERIQUE FRANCAISE EN PERIL !
40 000 EMPLOIS EN DANGER.
*Nous interpellons l'Etat actionnaire !***

Les propos tenus le 12 mai lors de la journée investisseurs par M. Carlo Bozotti, PDG de STMicroelectronics depuis maintenant 10 années, confirment une fois encore, sa totale incapacité à diriger notre société dans un sens positif et laissent présager le pire pour les emplois, notamment en France. La conséquence de cette gestion catastrophique conduit à menacer immédiatement ou à terme en France 11.000 emplois directs, et environ 30.000 emplois indirects

Au cours de ses 10 ans de présidence, STMicroelectronics a chuté du 3^{ème} au 11^{ème} rang mondial des entreprises du semi-conducteur, et s'est enfoncé dans une financiarisation à outrance de sa gestion, sans aucun résultat. Le chiffre d'affaires s'est effondré depuis 2005 de près de 20%, et les bénéfices ont disparu depuis plusieurs années malgré un contexte porteur et des marchés en forte croissance.

Les salariés subissent une politique d'austérité forte (gel des salaires et baisse de l'intéressement, plan de départs volontaires, pressions...), alors que M. Bozotti a vu sa rémunération augmentée de 258% en 10 ans et qu'il vient juste d'être gratifié de 100 000 nouvelles actions gratuites.

De même la distribution massive de dividendes ponctionne les ressources disponibles pour l'investissement.

Les salariés dénoncent cette « stratégie » sans lisibilité et court-termiste qui conduit STMicroelectronics d'échecs commerciaux en réorganisations inefficaces. L'indépendance technologique de la France et de l'Europe est en jeu. Les subventions nationales versées à l'entreprise pour l'investissement et la R&D ne doivent pas servir à rémunérer indécentement les hauts dirigeants et les actionnaires, mais à développer et vendre les technologies porteuses d'avenir et d'emplois pour la France et l'Europe et utiles à la population.

L'Etat actionnaire détient conjointement avec l'Italie le contrôle de ST.

Les salariés interpellent l'Etat actionnaire pour obtenir :

- l'abandon de la "stratégie" financière court-termiste
- le retour à une stratégie de développement dans tous les secteurs de l'entreprise et les investissements nécessaires pour garantir l'avenir de tous les sites, l'indépendance technologique et la pérennité des emplois
- le départ sans parachute doré du PDG et la nomination d'une équipe dirigeante apte à redévelopper l'entreprise

Juin 2015



**STMICROELECTRONICS :
INDUSTRIE NUMERIQUE FRANCAISE EN PERIL !
40 000 EMPLOIS EN DANGER.
*Nous interpellons l'Etat actionnaire !***

Nom	Prénom	Signature

Nom	Prénom	Signature